

# Le DIRE et le FAIRE

Dans notre village, beaucoup de questions se posent sur les suites données aux sollicitations, aux recommandations, aux alertes du CIQ auprès des Institutions. Certes, des résultats sont effectifs mais pour certaines situations, on attend encore les interventions avec la patience de sœur Anne qui ne voit toujours rien venir.

Bien sûr, des réponses sont apportées, non pas sous forme d'actions ou d'interventions mais sous forme de phrases sibyllines qui dédouanent l'Institution plutôt qu'elles ne l'impliquent. On se trouve face à des éléments de langage qui témoignent de l'intérêt que portent les responsables à la situation, de la nécessité d'intervenir, mais qui restent lettre morte.

La communication devient le moyen privilégié pour reporter les décisions, pour les glisser sous le tapis et, parfois, pour endormir les intéressés. Ce nouveau langage, que l'on appelle volontiers la langue de bois, est l'apanage du discours bureaucratique que d'autres nomment le charabia administratif voire le politiquement correct. Cette langue particulière n'est pas spécifique à notre pays puisqu'on l'a retrouvée dans les pays de l'Est, notamment en Russie tsariste où on l'appelait « langue de chêne », en Chine « langue de plomb » et en Allemagne « langue de béton ». Des matériaux dans lesquels on retrouve les mêmes pesanteurs et rigidités caractéristiques de cette langue dont la finalité semble être d'extraire des mots tout signe de vitalité, de concrétisation.

La conséquence de cette communication institutionnelle c'est qu'elle ruine la crédibilité des responsables en épousant les nuances du « on devra faire plus tard » sans dire comment, transformant ainsi un engagement en souhait. L'exemple de la situation dramatique du Rond-Point de l'Europe est très significatif : Le problème est de plus en plus aigu. Il représente un enjeu de sécurité qui nécessite l'intervention urgente des autorités. Le CIQ MENPENTI 10<sup>ème</sup> n'a cessé de donner des signaux d'alerte sans succès. Les riverains s'impatientent et n'en peuvent plus car rien ne se fait pour éviter le pire. Certains se disent découragés face au mutisme et au désintérêt des décideurs. On peut comprendre. En 2011, le CIQ MENPENTI 10<sup>ème</sup> avait fait part de ses inquiétudes concernant le caractère accidentogène du Rond-Point. Les interlocuteurs avaient poliment manifesté leur intérêt sur le sujet en envisageant un délai de réflexion. En 2017 le dossier a été mis à l'écart. 15 rencontres en 6 ans ; qui dit mieux ? Tout cela pour RIEN. Nous venons d'avoir une réponse : le dossier va être étudié ! Pendant ce temps, les problèmes subsistent, aucune solution n'est envisagée. Le déni s'installe confortablement et la situation ne fait qu'empirer au détriment de la sécurité.

Cet art de ne pas répondre aux questions, cette incapacité à parler du concret peuvent être ressentis comme un mépris. Derrière les règlements, il y a des individus, des citoyens auxquels ils s'appliquent. Pour avoir la paix tous les moyens sont bons. Il y a, notamment, le recours à la parole magique. Il suffit de dire pour considérer que c'est fait. Paroles, paroles... Le maintien de l'engagement s'envole de plus en plus à travers les mots. Moins on en fait, plus on en dit et c'est ainsi que se creuse le fossé entre les mots et les choses ; et les mots qui se vident peuvent tout dire parce qu'ils ne veulent plus rien dire.

Puisque nous sommes dans le monde de demain, dans une période d'élections où les candidats s'arment d'arguments pour élaborer leur campagne, en faisant des promesses, en formulant des propositions, nous aimerions que le dire soit suivi du faire car il en va de la légitimité des courroies de transmission et de la démocratie de proximité ; Il en va du respect des citoyens qui veulent être responsables, entendus. Formulons le vœu que nos édiles soient sensibles aux actions plutôt qu'aux belles phrases. Bien dire fait rire, bien faire fait taire.